



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE -SIC- LL - n° 2021 - 291

Arras, le **28 OCT. 2021**

Commune de FRUGES

S.E.P.E LES HÉRONS

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles **L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5** ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique **2980** de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel du 22 juin 2020 ;

Vu l'article **12** de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé qui dispose :

« L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.

Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.

A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-10-19 du 24 août 2020 modifié portant délégation de signature ;

Vu le courrier de M. le Préfet du Pas-de-Calais en date du 11 avril 2012 indiquant à la S.E.P.E LES HÉRONES, qu'elle pouvait fonctionner au bénéfice des droits acquis (antériorité) ;

Vu le rapport de visite de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, inspection de l'environnement, en date du 14 juillet 2021 ;

Vu la lettre de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement en date du 19 juillet 2021 informant la S.E.P.E LES HÉRONES de la proposition de mise en demeure pour son parc éolien de FRUGES ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 28 juillet 2021 ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant par courriel du 8 octobre 2021 ;

Considérant ce qui suit :

1. le parc éolien dénommé la S.E.P.E LES HÉRONES a été mis en service le 9 juillet 2009.
2. l'article 1 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique **2980** de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, dans sa version initiale, stipule que pour les installations ayant fait l'objet d'une mise en service industrielle avant le 13 juillet 2011, celles ayant obtenu un permis de construire avant cette même date ainsi que celles pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique a été pris avant cette même date, dénommées « installations existantes » dans la suite de l'arrêté, les dispositions des articles de la section 4 (à savoir les articles 12 à 21), de l'article 22 et des articles de la section 6 (à savoir les articles 26 à 28) sont applicables au 1er janvier 2012.
3. l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé dans sa version initiale stipule qu'au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.
4. un premier suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères aurait dû être réalisé pour le 9 juillet 2012, sans utilisation d'un protocole reconnu par le Ministre.

5. lors de la visite du 23 juin 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le suivi initial de mortalité de l'avifaune et des chiroptères a été réalisé sur la période allant du 9 septembre 2016 au 27 octobre 2016 et que le suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs n'a pas été renouvelé après 10 ans d'exploitation.

6. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article **12** de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé ;

7. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article **L.171-8** du code de l'environnement en mettant en demeure la S.E.P.E LES HÉRONS de respecter les dispositions de l'article **12** de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article **L.511-1** du même code ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La S.E.P.E LES HÉRONS, dont le siège social actuel est situé 11 bis, rue de Moscou - 75008 PARIS, exploitant le parc éolien dénommé « Les Hérons » sur la commune de FRUGES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article **12** de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé dans les délais définis ci-dessous, **à compter de la notification du présent arrêté** :

Article de référence	Mesures	Délais
12	- Fournir un bon de commande signé visant à la réalisation du suivi environnemental au cours de l'année 2022, suivant le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018, reconnu par décision du 5 avril 2018.	3 mois
	- Fournir le rapport de ce suivi environnemental (résultats, conclusions).	31 décembre 2022

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article **1^{er}** ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article **L.171-8-II** du code de l'environnement.

Article 3: Délais et voies de recours

« Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.181-50** du code de l'environnement, il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article **R.311-5** du code de justice administrative :

- 1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

- 2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par l'article **L.181-3** du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application télérécourse citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de MONTREUIL-SUR-MER et M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.E.P.E LES HÉRONS, dont une copie sera transmise à la mairie de FRUGES.



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Alain CASTANIER

Copies destinées à :

- S.E.P.E LES HÉRONS – 11 bis, rue de Moscou - 75008 PARIS
- Sous-préfecture de MONTREUIL-SUR-MER
- Mairie de FRUGES
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (U.D du Littoral)
- Dossier
- Chrono